

Croissance économique et pauvreté en RD Congo : Relation taux de croissance économique et Indice de Développement Humain de 2001 à 2014

Jean Paul LISELE SHUWA

Enseignant-Chercheur, Université de Kisangani « UNIKIS »,
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, RD Congo

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The present study confronts the economic growth rate to the human development index in order to sort out the correlation links between the economic growth levels reached in relation to the social development level undergone by Congolese population and puts in exergue factors explaining this situation during the period from 2001 to 2014. Meanwhile, despite these immense resources, the Democratic Republic of Congo is classified as one of the poorest countries of the world and her population in inhuman conditions. More than 71% of Congolese people live with less than one American dollar per person per day.

KEYWORDS: Population, Economic growth, Education, poverty, social.

RESUME: La présente étude cherche confronte le taux de croissance économique à l'indice de développement humain afin de ressortir les liens de corrélation entre le niveau de croissance économique atteint par rapport au niveau de développement social vécu par la population congolaise et met en exergue les facteurs expliquant cette situation à l'espace de 2001 à 2014. Cependant malgré ces immenses ressources, la République Démocratique du Congo est l'un des pays les plus pauvres du monde et sa population vit dans des conditions inhumaines. Plus de 71 % des congolais vivent avec moins d'un dollar américain par personne par jour.

MOTS-CLEFS: Population, Croissance économique, Education, Pauvreté, Social.

1 INTRODUCTION

1.1 PROBLÉMATIQUE

La République démocratique du Congo est l'un des pays les plus riches de la planète en potentialités économiques, notamment sur le plan minier, agricole, énergétique, touristique, humain, culturel, etc.

En effet, son sol et son sous-sol regorgent des minerais les plus recherchés au monde, à l'occurrence: l'or, le diamant, le cuivre, le cobalt, le coltan, l'étain, etc.

Cependant malgré ces immenses ressources, la République Démocratique du Congo est l'un des pays les plus pauvres du monde (RDC, 2008). La population vit dans des conditions inhumaines. Plus de 71 % des congolais vivent avec moins d'un dollar américain par personne par jour (PNUD, 2011). Les indicateurs sociaux affichent des niveaux tellement bas qu'il s'avère pratiquement impossible pour le pays d'atteindre un seul des Objectifs du Millénaire pour le développement (RDC, 2006).

Cette pauvreté se remarque également au niveau de la population au travers de certains indicateurs, notamment : une mortalité élevée des femmes et des enfants prenant sa source dans une mauvaise nutrition, une morbidité élevée, un accès limité aux services sociaux, une inégalité dans l'accès à l'enseignement, un niveau bas d'éducation, une exposition à un

environnement insalubre, un habitat inadéquat etc. Les systèmes d'éducation et de santé, de même que les autres secteurs, à l'occurrence l'eau, l'électricité et les infrastructures, contiennent structurellement des insuffisances qui ne permettent pas d'améliorer le bien-être de la population.

La situation de pauvreté est aggravée par les effets des événements multisectoriels dont la mauvaise gouvernance, les guerres, les crises politiques et économiques ; ce qui contraint encore aujourd'hui de nombreuses populations à vivre dans des conditions qui ne sont pas dignes d'un humain. Cet état des choses prouve à suffisance que la situation socioéconomique de la majorité des populations congolaises demeure précaire et crée un environnement préjudiciable au processus de développement en général et de développement humain en particulier.

Il convient de souligner ici que la santé, l'éducation et le niveau de vie sont les indicateurs qui servent à calculer l'indice de développement humain (IDH). L'IDH est un indice permettant de caractériser le niveau de développement qu'a atteint un pays. Plus l'IDH est faible, plus le pays est pauvre (PNUD, 2006).

Le phénomène de pauvreté ayant atteint une proportion inquiétante, il importe que sa réduction constitue l'un des objectifs majeurs de la politique économique de la RDC. Pour atteindre ledit objectif, il faudrait que le pays entreprenne des actions susceptibles de contribuer au bien-être social de sa population afin de réduire de façon substantielle le niveau général de la pauvreté.

En vue d'atteindre ce pari, la RDC doit nécessairement accroître sa production afin de pallier, entre autres au besoin de consommation interne, lutter contre le phénomène de pauvreté sur ses différents axes. Il lui faudra par ailleurs transformer ses immenses potentialités en richesses pour lui permettre de renforcer son budget, éviter l'endettement et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. La croissance est nécessaire à la lutte contre la pauvreté, et la forme qu'elle prend détermine les résultats dans ce domaine [1].

Ainsi, pour bien analyser l'incidence de la croissance économique sur l'indice de développement humain, la curiosité scientifique conduit à poser les questions suivantes:

- Comment ont évolué, d'une part, la croissance économique et, d'autre part, l'indice de développement humain en RDC durant la période d'étude ?
- Dans quelle mesure la croissance se répercute-t-elle sur l'indice de développement humain ?
- Quels en sont les facteurs explicatifs ?

1.2 HYPOTHÈSES

Voici les hypothèses que les connaissances empiriques et les observations ont permis de formuler:

- Il semble que, d'une part, la croissance économique en RDC ait une évolution positive et, d'autre part, l'indice de développement humain ne se soit pas amélioré durant la période sous étude.
- Il paraît que la croissance économique n'ait pas d'effet significatif sur l'indice de développement humain en RDC.
- Il se peut que le facteur explicatif clé en soit le fait que la croissance est non inclusive.

Ces hypothèses font l'objet de vérification dans le corps du travail.

2 MATERIEL ET METHODES

Tout travail scientifique s'effectue suivant une démarche méthodologique spécifique et adaptée. De ce fait, pour vérifier les hypothèses et atteindre les objectifs assignés à ce travail la méthode économétrique a été sollicitée.

En effet, la méthode économétrique permet l'étude des relations quantitatives de la vie économique faisant appel à l'analyse statistique et à la formulation mathématique. Ainsi, l'économétrie exprime quantitativement la corrélation pouvant exister entre les phénomènes économiques [2].

Elle a permis d'analyser l'incidence de la croissance économique sur l'indice de développement humain ainsi que l'évolution dans le temps de ces variables, d'une part, le traitement des données chiffrées recueillies ainsi que l'interprétation des résultats, d'autre part.

Pour opérationnaliser cette méthode et recueillir les données nécessaires au travail, plusieurs techniques ont été utilisées, à savoir: la technique documentaire et l'observation.

La technique documentaire a permis d'exploiter les différents documents notamment les ouvrages, les rapports, les articles, et les mémoires qui sont en rapport avec le sujet de la présente étude. La technique d'observation a permis de cerner le fonctionnement de l'économie ainsi que la situation de développement humain en RDC.

Tout travail scientifique poursuit des objectifs bien précis, repérables et vérifiables

L'objectif général de cette étude est d'analyser le degré de relation entre la croissance économique et l'indice de développement humain en RDC.

S'agissant des objectifs spécifiques, il est question d' :

- Analyser l'évolution d'une part, de la croissance économique, et, d'autre part, de l'indice de développement humain en RDC au cours de la période sous étude;
- Evaluer l'incidence de la croissance économique sur l'indice de développement humain;
- En identifier les facteurs explicatifs.

3 RESULTATS

3.1 DE L'EVOLUTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le tableau ci-après permet d'observer la tendance générale de cette variable.

Dans ce tableau:

- Y_t représente le taux de croissance;
- $x = t - \bar{t}$
- $y = Y - \bar{Y}$
- Y_c = valeurs centrées des Y

Tableau I: Calculs économétriques de valeurs centrées des taux de croissance économique

Année	t	Y_t	x	y	x.y	x^2	y^2	Y_c
2001	0	-2,10	-6,50	-7,94	51,63	42,25	63,09	2,85
2002	1	3,50	-5,50	-2,34	12,89	30,25	5,49	3,31
2003	2	5,80	-4,50	-0,04	0,19	20,25	0,00	3,77
2004	3	6,60	-3,50	0,76	-2,65	12,25	0,57	4,23
2005	4	7,80	-2,50	1,96	-4,89	6,25	3,83	4,69
2006	5	5,60	-1,50	-0,24	0,36	2,25	0,06	5,15
2007	6	6,30	-0,50	0,46	-0,23	0,25	0,21	5,61
2008	7	6,20	0,50	0,36	0,18	0,25	0,13	6,07
2009	8	2,80	1,50	-3,04	-4,56	2,25	9,26	6,53
2010	9	7,10	2,50	1,26	3,14	6,25	1,58	7,00
2011	10	6,90	3,50	1,06	3,70	12,25	1,12	7,46
2012	11	7,20	4,50	1,36	6,11	20,25	1,84	7,92
2013	12	8,50	5,50	2,66	14,61	30,25	7,06	8,38
2014	13	9,60	6,50	3,76	24,42	42,25	14,12	8,84
Σ	91,00	81,80			104,90	227,50	108,35	
M	6,50	5,84						

Source: L'auteur à l'aide des données du Rapport BCC (2014), Radio Okapi(2015).

Les calculs sont effectués grâce aux formules ci-dessous. Cela permet de déterminer l'équation de la droite de régression ainsi que le coefficient de corrélation et celui de détermination en vue d'apprécier l'évolution de la croissance économique dans le temps.

Pour déterminer l'équation de la droite de régression et coefficient de corrélation, il est fait usage des formules suivantes:

$$\alpha = \frac{\sum_{i=2001}^{2014} (x_i \times y_i)}{\sum_{i=2001}^{2014} x_i^2}$$

$$\beta = \bar{Y} - \alpha \bar{x}$$

$$r = \frac{\sum_{i=2001}^{2014} (x_i \times y_i)}{\sqrt{\sum_{i=2001}^{2014} x_i^2} \times \sqrt{\sum_{i=2001}^{2014} y_i^2}}$$

Ainsi,

$$\alpha = \frac{104,9}{227,5} = 0,4611$$

$$\beta = 5,8429 - (0,4611 \times 6,5)$$

$$= 5,8429 - 2,9971$$

$$= 2,8457$$

$$\hat{Y} = 0,4611t + 2,8457$$

$$r = \frac{104,9}{\sqrt{227,5} \times \sqrt{108,3542}} = 0,6681$$

$$r^2 = 0,4464$$

Si : $0 < r^2 < 0,25$: la variable évolue très faiblement dans le temps

$0,25 < r^2 < 0,50$: la variable évolue faiblement dans le temps

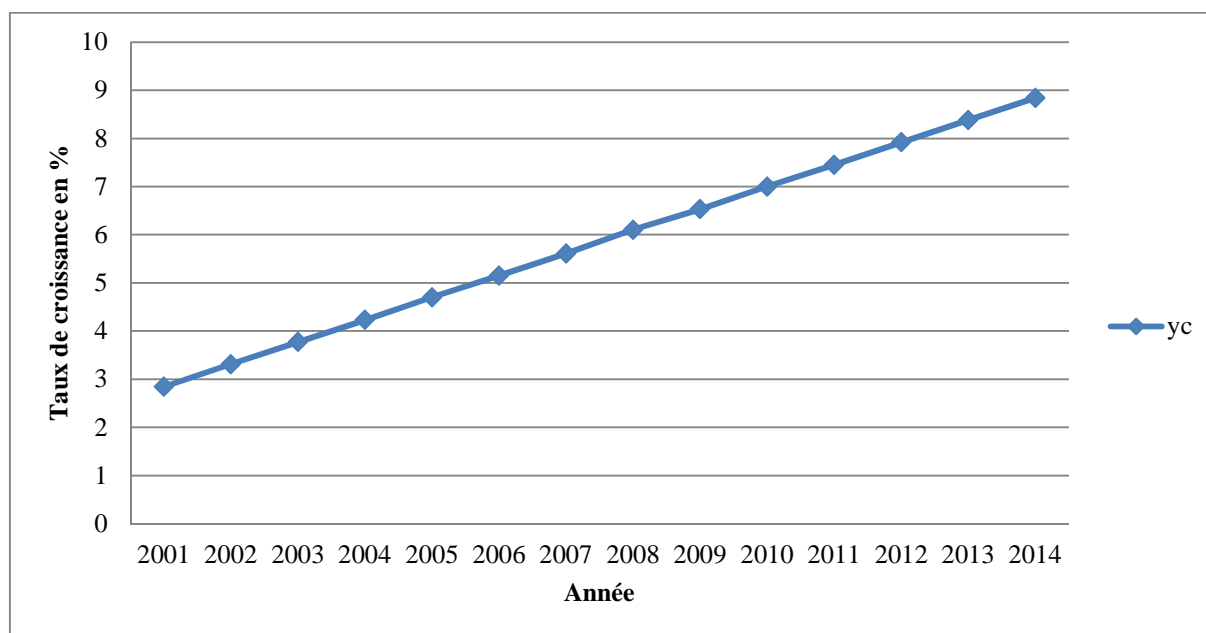
$0,50 < r^2 < 0,60$: la variable évolue modérément dans le temps

$0,60 < r^2 < 0,75$: la variable évolue fortement dans le temps

$r^2 > 0,75$: la variable évolue très fortement dans le temps

$r^2 = 0,4464$, et donc, la croissance économique évolue faiblement dans le temps

Ce qui permet de représenter la tendance générale comme suit :



Graphique 1: Représentation de la tendance générale de la croissance économique de la RDC de 2001 à 2014.

Source: L'auteur, sur base des données du tableau I

La figure ci-dessus montre que la tendance générale est vers la hausse. Ceci grâce aux réformes structurelles dans les secteurs de l'économie nationale qui ont produit les fruits. Cependant, cet accroissement n'est pas encore suffisant pour enclencher un véritable développement de la RDC.

3.2 DE L'ÉVOLUTION DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le tableau ci-après permet d'observer la tendance générale de cette variable.

Tableau II: Calcul économétrique portant sur l'indice de développement humain

Année	t	Y_t	x	y	x.y	x^2	y^2	Y_c
2001	0	0,43	-6,50	0,07	-0,44	42,25	0,00	0,40
2002	1	0,37	-5,50	0,01	-0,04	30,25	0,00	0,40
2003	2	0,38	-4,50	0,02	-0,08	20,25	0,00	0,39
2004	3	0,39	-3,50	0,03	-0,10	12,25	0,00	0,38
2005	4	0,41	-2,50	0,05	-0,12	6,25	0,00	0,38
2006	5	0,36	-1,50	0,00	0,00	2,25	0,00	0,37
2007	6	0,39	-0,50	0,03	-0,01	0,25	0,00	0,37
2008	7	0,38	0,50	0,01	0,01	0,25	0,00	0,36
2009	8	0,39	1,50	0,03	0,04	2,25	0,00	0,35
2010	9	0,24	2,50	-0,12	-0,31	6,25	0,02	0,35
2011	10	0,29	3,50	-0,08	-0,27	12,25	0,01	0,34
2012	11	0,30	4,50	-0,06	-0,26	20,25	0,00	0,34
2013	12	0,34	5,50	-0,02	-0,14	30,25	0,00	0,33
2014	13	0,41	6,50	0,05	0,33	42,25	0,00	0,32
Σ	91,00	5,08			-1,38	227,50	0,04	
M	6,50	0,36						

Source: L'auteur sur base des données de rapport PNUD (2014) et Radio Okapi 2015

Les calculs sont effectués grâce aux formules ci-dessous. Cela permet de déterminer l'équation de la droite de régression ainsi que le coefficient de corrélation et celui de détermination en vue d'apprécier l'évolution de la croissance économique dans le temps, soit:

$$\alpha = \frac{-1,38}{227,50} = -0,0061$$

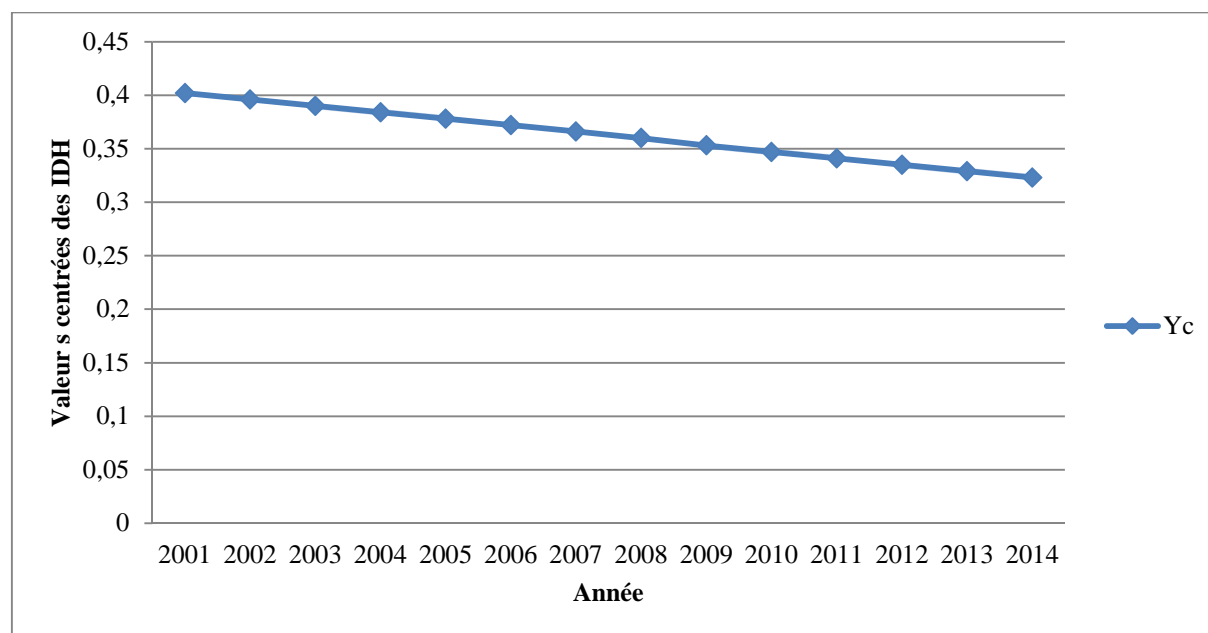
$$\beta = 0,36 - (-0,0061 \times 6,50) \\ = 0,4023$$

$$\bar{Y} = -0,0061t + 0,4023$$

$$r = \frac{-1,38}{\sqrt{227,50 \times 0,04}} = -0,4741$$

$r^2 = 0,2248$ et donc, l'IDH évolue très faiblement dans le temps.

La tendance générale se présente alors comme suit:



Graphique 2: Représentation de la tendance générale de l'IDH de la RDC de 2001 à 2014

Source: L'auteur, sur base des données du tableau II.

La figure ci-dessus montre que la tendance générale est vers la baisse. Ceci montre qu'en RDC durant la période sous étude, la santé, l'éducation et le niveau de vie qui sont les composantes de l'IDH ne se sont pas améliorées, bien au contraire.

3.3 ANALYSE DE CORRELATION ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Le tableau ci-dessous permet de procéder aux différents calculs statistiques préalables nécessaires à l'analyse de la liaison entre les deux variables.

Tableau III : Calcul économétrique d'éléments d'analyse de la corrélation entre la croissance économique et l'indice de développement humain en RDC de 2001 à 2014

Année	X_i	Y_i	x	Y	$x.y$	x^2	y^2	Y_c	$Y_c - \bar{Y}$	$(Y_c - \bar{Y})^2$
2001	-2,10	0,43	-7,94	0,07	-0,5344	63,0890	0,0045	0,4132	0,0505	0,00254671
2002	3,50	0,37	-2,34	0,01	-0,0171	5,4890	0,0001	0,3776	0,0149	0,00022157
2003	5,80	0,38	-0,04	0,02	-0,0007	0,0018	0,0003	0,3630	0,0003	0,00000007
2004	6,60	0,39	0,76	0,03	0,0214	0,5733	0,0008	0,3579	-0,0048	0,00002314
2005	7,80	0,41	1,96	0,05	0,0945	3,8304	0,0023	0,3503	-0,0124	0,00015462
2006	5,60	0,36	-0,24	0,00	0,0004	0,0590	0,0000	0,3643	0,0015	0,00000238
2007	6,30	0,39	0,46	0,03	0,0120	0,2090	0,0007	0,3598	-0,0029	0,00000844
2008	6,20	0,38	0,36	0,01	0,0047	0,1276	0,0002	0,3604	-0,0023	0,00000515
2009	2,80	0,39	-3,04	0,03	-0,0800	9,2590	0,0007	0,3820	0,0193	0,00037376
2010	7,10	0,24	1,26	-0,12	-0,1555	1,5804	0,0153	0,3547	-0,0080	0,00006380
2011	6,90	0,29	1,06	-0,08	-0,0811	1,1176	0,0059	0,3560	-0,0067	0,00004511
2012	7,20	0,30	1,36	-0,06	-0,0797	1,8418	0,0034	0,3541	-0,0086	0,00007435
2013	8,50	0,34	2,66	-0,02	-0,0657	7,0604	0,0006	0,3458	-0,0169	0,00028501
2014	9,60	0,41	3,76	0,05	0,1927	14,1161	0,0026	0,3388	-0,0239	0,00056982
Σ	81,80	5,08			-0,6884	108,3543	0,0375			0,00437393
M	5,84	0,36								

Source: L'auteur, sur base des données des tableaux I et II

3.3.1 DÉTERMINATION DU MODÈLE OU DE LA DROITE DE RÉGRESSION

Connaissant le taux de croissance économique de la RDC (X), on pourrait estimer l'indice de développement humain (Y) à l'aide d'une équation modèle, dont les coefficients sont calculés grâce aux formules ci-dessous:

$$\alpha = \frac{\sum(X_i \times Y_i)}{\sum X_i^2}$$

$$\beta = \bar{Y} - \alpha \bar{X}$$

$$\hat{Y} = \alpha x + \beta$$

Le signe de la pente α détermine le sens de la corrélation, mais pas sa qualité. Ainsi donc:

$$\alpha > 0 \Rightarrow \text{corrélation positive};$$

$$\alpha < 0 \Rightarrow \text{corrélation négative};$$

$$\alpha = 0 \Rightarrow \text{corrélation nulle}$$

Ainsi, les calculs des coefficients donnent:

$$\alpha = \frac{-0,6884}{108,3543} = -0,0064$$

$$\beta = 0,36 - (-0,0064 \times 5,84) = 0,3998$$

Donc, si l'on connaît le taux de croissance (X), on pourrait estimer l'IDH (Y) par la formule suivante:

$$\hat{Y} = -0,0064X + 0,3998$$

3.3.1.1 DÉTERMINATION DE COEFFICIENT DE CORRÉLATION R

$$r = \frac{\sum_{i=2001}^{2014} (x_i \times y_i)}{\sqrt{\sum_{2001}^{2014} x_i^2} \times \sqrt{\sum_{2001}^{2014} y_i^2}}$$

$$r = \frac{-0,6889}{\sqrt{108,3543} \times \sqrt{0,0375}} = -0,3417$$

Ce chiffre signifie qu'il existerait une corrélation négative faible de 34,17% entre la croissance économique et l'IDH en RDC. Il semble donc que ces indicateurs varient dans des sens et proportions différents.

3.3.1.2 HYPOTHÈSES STATISTIQUES

- Hypothèse nulle : $r = 0$ (H_0): on dira qu'il n'y a pas de liaison ou de corrélation;
- Hypothèse alternative : $r \neq 0$ (H_1): on dira qu'il y a liaison ou corrélation

Or, $r = -0,3417 \neq 0$; donc il y aurait corrélation négative faible entre X et Y.

3.3.1.3 CALCULS DU COEFFICIENT DE DÉTERMINATION

$$r^2 = \frac{\sum(Y_c - \bar{Y})^2}{\sum(Y_i - \bar{Y})^2}$$

Ainsi, le calcul de coefficient de détermination donne:

$$r^2 = \frac{0,00437393}{0,0375} = 0,1168$$

Ce chiffre signifie que 11,68% des variations de l'IDH en RDC seraient dus aux variations de taux de croissance, et que 88,32% seraient dus à d'autres facteurs.

3.3.1.4 TEST DE SIGNIFICATION DE R

Le résultat est dit statistiquement significatif lorsqu'il est improbable qu'il puisse être obtenu par un simple hasard. Habituellement, on utilise comme seuil de probabilité de 5%. Si le résultat avait moins de 5% de chances d'être obtenu par hasard, alors il est jugé significatif. Par opposition, un résultat non significatif est un résultat qui est probable (plus de 5% de chance) d'avoir été obtenu par hasard. (TAGBA, 2013, 16),

Il faut, pour cela, trouver t_{cal} , à l'aide de la formule susmentionnée, et t_{th} , à l'aide de la table de distribution de Student ; avec le seuil de signification de 5% et nombre d'observation, $n=14$.

$$t_{cal} = \frac{r}{\sqrt{\frac{1-r^2}{n-2}}}$$

$$t_{cal} = \frac{-0,3417}{\sqrt{\frac{1-0,1168}{14-2}}} = -1,2597$$

$$t_{th} = \frac{\alpha}{2}; n-2 = t_{th}0,025; 12 = 2,1790$$

3.3.1.5 DÉCISION

3.3.1.5.1 RÈGLES DE DÉCISION

- Si $r=0$, on admet l'hypothèse nulle; et donc, il n'y a pas de liaison entre X et Y;
- Si $-1 \leq r < 0$, on rejette l'hypothèse; et donc, il y a corrélation négative entre X et Y;
- Si $0 < r \leq 1$, on rejette l'hypothèse nulle; et donc, il y a corrélation positive entre x et Y;
- Si $t_{cal} < t_{th}$, on est dans la zone de non rejet de l'hypothèse nulle; et donc, il n'y a pas corrélation entre X et Y car, dans ce cas, le coefficient de corrélation r trouvé ne serait pas significatif;
- Si $t_{cal} > t_{th}$, on est dans la zone de rejet de l'hypothèse nulle; et donc, il y a corrélation entre X et Y car, dans ce cas, le coefficient de corrélation r trouvé serait pas significatif;

3.3.1.5.2 DÉCISION

Dans la présente situation de la croissance économique et de l'IDH en RDC de 2001 à 2014:

- $r = 0,3417 \neq 0$
- $t_{cal} = -1,2597 < t_{th} = 2,1790$

Ainsi, ces résultats montrent que l'on est dans la zone de non rejet de l'hypothèse nulle, et donc, il n'y a pas de corrélation entre la croissance économique et l'IDH en RDC. Le coefficient de corrélation r trouvé n'est pas significatif.

Dans ce sens, $\hat{Y} = -0,0064X + 0,3998$, le modèle obtenu, n'est pas globalement valide et ne peut donc pas servir d'outil de prévision ou modèle prévisionnel. Ainsi, la variable « taux de croissance économique » ne peut pas être considéré comme étant explicative de l'IDH en RDC.

En d'autres termes, cette analyse économétrique permet de conclure que l'IDH ne dépend pas de la croissance économique, et donc, toutes choses restant égales par ailleurs, la croissance économique n'a pas d'incidence significative sur l'IDH en RDC.

3.4 FACTEURS EXPLICATIFS

Ce qui importe en économie, ce n'est pas de constater les fruits, mais plutôt de leur trouver des explications et dégager les principes directeurs.

C'est pourquoi dans cette section, il est question d'identifier et d'expliquer les facteurs explicatifs qui font qu'en RDC la croissance économique n'ait pas d'incidence significative sur l'IDH, en d'autres termes, le fait que la croissance n'induit pas le développement humain.

3.4.1 LA NON INCLUSIVITÉ DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN RDC

Selon la BCC (2012 : 7), la croissance inclusive constitue une nouvelle orientation à donner au développement économique en Afrique. L'enjeu est de générer une croissance qui offre davantage de possibilités de développement socio-économique au plus grand nombre de personnes, avec une attention particulière aux groupes vulnérables.

Il s'agit de mettre l'accent non seulement sur le taux mais encore sur le type de croissance.

La croissance inclusive peut ainsi s'articuler autour de trois axes:

- une croissance reposant sur une base large d'acteurs;
- une forte création d'emplois productifs;
- une attention portée aux groupes défavorisés constitués des jeunes, des femmes et des populations rurales.

En dépit d'une forte croissance économique au cours de dernières années et des perspectives optimistes, la RDC continue à faire face aux défis majeurs de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités que seule une croissance inclusive aiderait à remédier.

Il convient de rappeler qu'après la morosité économique des décennies 1980-1990, la RDC a marqué un redressement significatif qui s'est traduit par une forte croissance de son PIB réel, à la faveur, d'une part, du changement d'orientation en matière de politique économique intervenu au début de l'année 2001 et, d'autre part, de la reprise de la coopération avec les Institutions financières multilatérales. Celui-ci a augmenté de 5,3 % en moyenne entre 2001 et 2012, largement supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Néanmoins, ce taux de croissance demeure encore inférieur à celui souhaité comparativement au potentiel du pays.

3.4.2 FAIBLE CONTRIBUTION DU SECTEUR MINIER AU BUDGET DE L'ÉTAT.

Selon la référence [3], *le secteur des ressources minérales en RDC, particulièrement le secteur minier, joue un rôle moteur dans la croissance économique du pays, sa contribution à la croissance économique étant estimée à plus ou moins 50 % ces dernières années.* A ce jour, d'aucuns déplorent cependant sa faible contribution au financement du budget de l'Etat (sa part moyenne entre 2007 et 2011 étant estimée à 5,21 % selon les résultats de l'étude analytique du Sénat) ainsi que ses faibles effets d'entraînement sur l'économie nationale (le secteur minier étant particulièrement considéré comme une enclave et à ce titre, son apport est insignifiant aussi bien en termes de création d'emplois que l'amélioration des conditions de vie des provinces riveraines). Pour toutes ces raisons, certaines opinions suggèrent qu'il ne soit repris parmi les secteurs pouvant booster la croissance économique. En dépit de toutes ces faiblesses qui lui sont associées, le secteur extractif est appelé à jouer un rôle primordial dans le processus de l'émergence de l'économie nationale.

3.4.3 MAUVAISE GOUVERNANCE ET LA CORRUPTION

La mauvaise gouvernance est une des principales causes de la pauvreté, en ce sens qu'elle crée des inefficiences dans les secteurs et donc une perte de productivité. Elle décourage la création d'entreprises et donc d'emplois, ponctionne les ressources des ménages pauvres, favorise la fuite des capitaux et une perte de recettes pour l'Etat et donc moins d'investissements publics, etc. Au niveau macroéconomique, la mauvaise gouvernance fait perdre plusieurs points de croissance (RDC: 2011).

L'économie de la RDC souffre de plusieurs problèmes, notamment la mauvaise gouvernance et la corruption. Le rapport de l'ONG Transparency International attribue chaque année des mauvaises notes à la RDC. Pour l'année 2006, elle s'est classé 6^e pays le plus corrompu de la planète et 3^e de l'Afrique [4].

La forte prévalence de la corruption consacre le règne de l'arbitraire dans l'application de la législation économique, en favorisant certains opérateurs économiques par l'octroi d'exonérations indues tout en préjudiciant d'autres par la multiplication de droits et taxes illégaux. Cette situation ne peut que détériorer le climat des affaires et, partant, influencer négativement sur le volume des investissements, réduire la portée (efficacité et efficience) des politiques publiques, dont celles orientées vers la promotion de la croissance et l'amélioration des conditions sociales des populations.

3.4.4 LA REDISTRIBUTION NON ÉQUITABLE DES RESSOURCES NATIONALES

Selon la référence [3], *la gouvernance économique fondée sur la prédation des ressources nationales et son accaparement par une minorité, multinationales, élites au pouvoir et autres courtisans, au détriment de la majorité, laissée pour compte, engendre des sources et foyers des tensions et/ou conflits dont l'éclatement obère le processus de la construction de la nation, compromet la poursuite des politiques publiques, limite les moyens de l'Etat pour financer l'émergence et, partant, affecte négativement les performances économiques.*

En dépit de l'élaboration du DSCR (I & II), le gouvernement intègre faiblement dans ses priorités, les préoccupations liées à l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment par un système de redistribution des revenus orienté vers la réduction des inégalités entre différentes couches des populations, dont le corollaire est la paupérisation des masses.

3.4.5 EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIÈRES PAR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Le pays dispose d'immenses potentialités économiques qui ne sont malheureusement pas suffisamment exploitées par le système productif national à la suite, notamment, d'un faible appui du gouvernement à la promotion des entreprises nationales dans les secteurs porteurs de la croissance. Ce sont les entreprises étrangères qui amènent les capitaux et parfois même les travailleurs, laissant ainsi les congolais dans le chômage.

Ces sociétés emploient une petite quantité de main d'œuvre dont les cadres sont étrangers et bien rémunérés, et les subalternes sont nationaux avec des salaires médiocres. La grande partie de leurs consommations intermédiaires est étrangère pendant qu'elles peuvent uniquement provenir de l'intérieur du pays, et pour tout couronner, leurs comptes bancaires sont logés à l'étranger, et la grande partie de ce qu'elles gagnent est rapatrié à leurs pays (WABENGA, 2009).

3.4.6 FAIBLE CAPACITÉ DE NÉGOCIATION DES DÉCIDEURS LOCAUX FACE AUX PUISSANCES MULTINATIONALES ÉVOLUANT DANS LE SECTEUR EXTRACTIF

Les décideurs négocient toujours en position de faiblesse, au détriment des entreprises nationales et à l'intérêt général, favorisant ainsi le pillage et l'accaparement des richesses nationales par les étrangers.

4 DISCUSSION DES RESULTATS

La discussion des résultats consiste à rappeler ces derniers, à les confronter aux résultats des analyses antérieures et à la formulation des commentaires de l'auteur.

Tenant compte des hypothèses de cette recherche, les analyses ont conduit aux résultats ci-dessous:

4.1 DE L'ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN RDC

La recherche a révélé que la croissance économique a une évolution positive faible durant la période sous étude. Autrement dit, dans son évolution dans le temps, la tendance générale de cet indicateur macro-économique traduit des mouvements haussiers faibles.

D'après la référence [5], *la croissance économique est une condition nécessaire du développement. Elle permet l'augmentation des revenus et des niveaux de vie. Elle assure aussi des ressources suffisantes pour que l'Etat réalise les dépenses d'éducation, de santé, et d'infrastructure, qui sont nécessaires au développement.*

La croissance, malgré qu'elle évolue faiblement dans le temps, donne de bonnes bases. Ce qu'il faut maintenant, c'est transformer cette croissance en profitant de toutes les potentialités dont dispose la RDC pour que la population en bénéficie.

Les réformes doivent donc être d'actualité en RDC s'il faut espérer à une croissance plus introvertie. Avant tout, il convient de savoir que le libéralisme n'exclut pas l'orientation de l'économie vers un objectif. La croissance du type congolais est donc fallacieuse, elle manque de consistance. Elle est basée sur des secteurs non créateurs d'emplois massifs, qui n'occasionnent presque pas d'effet d'entraînement. Elle enrichit plus les investisseurs tout en occasionnant des rapatriements massifs des richesses vers leurs pays d'origine, et donc ne laissant que peu de moyens pour l'économie nationale. Avec une telle croissance la réalisation des OMD devient une illusion.

4.2 DE L'ÉVOLUTION DE L'IDH EN RDC

La recherche a révélé que l'IDH a une évolution négative durant la période sous étude. Autrement dit, dans son évolution dans le temps, la tendance générale de cet indicateur macro-économique traduit des mouvements baissiers.

Selon KANA (2011), *le manque d'argent ou le faible revenu du ménage, le coût trop élevé de soins de santé, la pratique de l'automédication dans le ménage en cas d'une situation de maladie, et la longue distance qui sépare le ménage du centre de santé sont les causes principales ou les facteurs déterminants ou explicatifs de l'inaccessibilité des ménages pauvres aux soins de santé en RDC.*

Depuis plusieurs décennies, la situation socioéconomique de la RDC laisse à désirer. La grande majorité de la population est pauvre et cette pauvreté, rappelons-le, présente plusieurs facettes dont : la faiblesse des revenus ; la non satisfaction des besoins alimentaires ; les difficultés d'accéder aux soins de santé, à la scolarisation, à un logement décent, etc.

La RDC doit mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à promouvoir le bien-être de la population afin de rapprocher le social de cette dernière aux scores économiques réalisés par l'économie nationale.

4.3 DE LA RÉPERCUSSION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR L'IDH

Les analyses ont montré qu'il n'y a pas de corrélation entre la croissance économique et l'IDH. Ces deux indicateurs varient dans des sens différents, c'est-à-dire s'il y a augmentation de taux de la croissance économique, cela s'accompagne de la baisse de l'IDH, mais pas dans la même proportion.

La référence [1] a montré « *qu'à mesure qu'il y a croissance, les pays deviennent plus riches, en moyenne l'incidence de la pauvreté diminue. La croissance économique est une force pour la réduction de la pauvreté. A cet effet, la croissance est certes ce qu'il faut, mais il doit s'agir d'une croissance qui favorise les membres les plus pauvres de la société* ».

Le gouvernement a mis en place des réformes appropriées, dans un climat de stabilité politique, et le pays a enregistré des performances économiques respectables. Malheureusement, les bienfaits et fruits de ces réformes ne se répercutent que faiblement sur le vécu quotidien de la population congolaise, et ce, en raison de la faible priorisation des préoccupations sociales fondées sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités par les politiques publiques.

DJARI (2011) montre que, « *toutes choses restant égales par ailleurs, l'IDH de la RDC connaît à ce jour, un retard de 38 ans par rapport aux pays développés. Si les choses, sur le plan de politique économique et de développement, continuent à évoluer comme telles, c'est-à-dire, s'il n'y a pas d'amélioration, ce retard se creusera de plus en plus, et le pays risquerait de ne jamais atteindre le niveau de développement confortable* ».

Pour que la croissance économique soit bénéfique, il faudrait la transformer de manière à ce que toute la population en bénéficie. Cela dépend évidemment de la volonté des congolais et du gouvernement congolais.

4.4 FACTEURS EXPLICATIFS

4.4.1 DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE NON INCLUSIVE

L'étude a montré que le facteur explicatif clé est le fait que la croissance économique est non inclusive c'est-à-dire une croissance qui n'offre pas de possibilités de développement socio-économique au plus grand nombre de personnes, telles que les jeunes, les femmes et la population rurale.

La croissance économique a été impulsée par les secteurs miniers, le commerce, et la construction sans qu'elle puisse s'intéresser aux secteurs structurants tels que l'agriculture et la manufacture qui couvrent souvent un large segment de la population.

Pour la référence [6], *c'est l'agriculture, qui a servi de locomotive à la demande intérieure et à l'emploi dans les années cinquante et au début de l'année soixante dans la province chinoise de Taïwan. Les revenus générés dans l'agriculture stimulent la demande de biens de consommation de base et d'intrants agricoles, les uns et les autres faisant appel à des modes de production à forte intensité de main d'œuvre. Cette demande a provoqué à son tour le développement d'activités rurales situées à la limite de l'artisanat et de la petite industrie ; elle a permis à une main d'œuvre abondante d'acquiescer sur le terrain ses premières qualifications manufacturières ; elle a ouvert la voie à une croissance industrielle plus rapide.*

La canalisation de l'économie vers l'industrialisation sera un vrai moteur de création d'emplois massifs. L'amélioration des systèmes bancaire et financier est indispensable à la minimisation de la préférence des investisseurs vers l'étranger, ce qui

pourra améliorer la disponibilité des ressources nécessaires au réinvestissement dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre. Et la mise en place d'un environnement favorable aux effets d'entraînement favorisera la croissance dans plusieurs secteurs. L'amélioration du cadre institutionnel économique propice à l'essor des PME à intensité en main d'œuvre doit préoccuper la RDC au premier degré.

4.4.2 FAIBLE CONTRIBUTION DU SECTEUR MINIER AU BUDGET DE L'ÉTAT

Pour OBEDI (2014), *le budget est le document opérationnel le plus important dont disposent les gouvernements car c'est là que les objectifs publics sont rendus compatibles et traduits dans la réalité ; en effet, le budget réconcilie les objectifs des politiques et leur mise en œuvre concrète.*

Le budget de l'Etat reste très faible et dépend encore pour plus d'un tiers de l'assistance extérieure, ce qui empêche le gouvernement central de rétrocéder comme prévu par la constitution les 40% de ses recettes aux provinces et de financer en conséquence les stratégies de réduction de la pauvreté définies.

Le système actuel ne veut pas s'occuper du développement humain et durable en présentant un budget de misère qui ne tient pas compte des besoins réels et de la misère de la population.

Le gouvernement devrait donc mobiliser les fonds au maximum dans le secteur minier pour lui permettre d'enrichir son budget, afin d'améliorer les conditions de vie de sa population.

4.4.3 MAUVAISE GOUVERNANCE ET DE LA CORRUPTION

Pour la référence [7], *« les aspects de la bonne gouvernance comprennent la perception de la légitimité des pouvoirs de l'autorité publique, les citoyens au centre des préoccupations des décideurs, un projet de société basé sur l'écoute de la société ».*

Le PNUD (2000) confirme: *la bonne gouvernance est la clef de voûte des politiques nationales de lutte contre la pauvreté. C'est le chaînon manquant qui expliquerait les maigres résultats en matière de réduction de la pauvreté. Dans un encadré consacré à la gouvernance humaine, il est écrit qu'elle « englobe les méthodes que les sociétés utilisent pour distribuer le pouvoir, et gérer les ressources et les problèmes d'ordre public ». Elle relève de trois principes : la maîtrise ou la participation des pauvres aux processus de décision politique, l'équité (l'égalité des chances) et la responsabilité, le degré de transparence des structures politiques, leur mode de fonctionnement, leur caractère comptable ou responsable face aux citoyens.*

Les intérêts de la RDC et le bien-être du peuple congolais ne sont pas au centre de préoccupations du gouvernement de Kinshasa.

L'avenir politique du Congo passe par l'évolution générale des mentalités, la prise de conscience du besoin urgent de remettre le pouvoir au peuple afin de rendre possible de renouvellement des acteurs, la succession des générations et la confrontation des expériences différentes.

4.4.4 REDISTRIBUTION NON ÉQUITABLE DES RESSOURCES NATIONALES

La référence [8], confirme que *« les famines sont plus souvent le résultat d'une distribution inégale de revenus ».*

Les déficiences relevées en termes d'allocation des ressources tirent en grande partie leur origine de l'absence d'une véritable politique de redistribution des ressources de l'Etat. L'impact faible de la croissance économique sur la pauvreté en RDC s'explique par le manque d'une vraie politique de redistribution (RDC, 2011).

La redistribution des ressources nationale de la RDC, n'est pas équitable, sur le peu qui entre aux trésors publics, la grande partie est consommée par les trois institutions du pays : la présidence, le parlement et le gouvernement.

La RDC devrait mettre en place une politique de redistribution équitable des ressources nationales pour que toute la population bénéficie des richesses de son pays.

4.4.5 EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES PAR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES À LEUR PROFIT

WABENGA (2009) confirme que *le capital porteur de modèle de la croissance est étranger car les secteurs piliers de la croissance en RDC sont ceux à investissements massifs étrangers, avec, de ce fait, une propension forte à l'exportation du surplus économique et de transferts importants de revenus vers l'extérieur.*

Selon la Radio Okapi (2015) *Cinquante-neuf compagnies fictives exploitant frauduleusement les minerais de la RDC sont basées dans les îles vierges britanniques et à Gibraltar, révèle une enquête menée par le parlementaire britannique Eric Joyce. Son ONG Free Fair DRC a rendu public les résultats de cette enquête, à Kinshasa.*

Le peuple congolais, dans sa grande majorité, entend parler des ressources naturelles immenses et diversifiées, sans en tirer profit. Au contraire, le rythme de l'exploitation de ces ressources est allé de pair avec la paupérisation de la population, la conséquence étant que la RDC se trouve aujourd'hui, parmi les pays les plus pauvres du monde. Les ressources du pays sont exploitées par des pays voisins et des sociétés multinationales, des groupes et bandes armées, des personnalités congolaises qui bâtissent leur empire sur la terreur, les massacres des populations civiles innocentes, les viols à grande échelle, la destruction du tissu social et économique du Congo et la déstabilisation du pays.

4.4.6 FAIBLE CAPACITÉ DE NÉGOCIATION DES DÉCIDEURS FACE AUX PUISSANTES MULTINATIONALES.

Selon ANSOMS (2015), « *il y a trois approches de négociation: gagnant/perdant -perdant/perdant - gagnant/gagnant* ».

- Gagnant/perdant : vous gagnez la négociation et l'autre a perdu,
- Perdant/perdant : aucune des deux parties ne veut céder, la négociation est dans une impasse, les objectifs ne seront pas atteints,
- Gagnant/gagnant : chacun obtient à peu près ce qu'il souhaite, les deux parties sont satisfaites du résultat des négociations.

L'approche gagnant/gagnant est donc la plus judicieuse. En RDC, dans la plus part des négociations, ce sont toujours les étrangers qui gagnent plus. Les contrats léonais sont signés favorisant ainsi enrichissement personnel illicite, de pillages et de gaspillage mises en œuvre par les élites congolaises qui continuent à mettre en mal les ressources dont les populations ne savent pas encore tirer profit.

Selon NZEZA (2015), *le gouvernement vend secrètement les ressources de l'Etat aux soi-disant compagnies, à des prix fortement en dessous de leur valeur réelle. Ces sociétés fictives n'investissent pas. Elles finissent par vendre ces ressources naturelles, aux plus gros intérêts, à des compagnies minières qui les exploitent et en font des bénéfices.*

Selon la référence [9], *la RDC perd chaque année, autour de 10 % du PIB suite aux transferts vers le reste du monde. Mais il est fort plausible que l'économie congolaise a été transformée en une sorte de grenier où les investisseurs puisent pour réinvestir dans leurs pays d'origine. Et les richesses réinjectées dans l'économie ne représentent pas grand-chose par rapport à celles créées.*

Enfin, les indicateurs macroéconomiques sont verts, mais la situation sociale demeure préoccupante. Le marché du travail reste très exigu et les salaires réels n'augmentent pas. La malnutrition, qui sévit fortement, est l'une des principales causes de mortalité. Beaucoup d'enfants restent en dehors du système éducatif dont la qualité pose par ailleurs problème. Le défi majeur du pays consiste à mettre l'économie au service du développement humain.

5 CONCLUSION

Au terme de cette étude, il était question d'identifier le degré de relation entre le taux de croissance économique et l'Indice de Développement Humain en RDC pour la période allant de 2001 à 2014.

Spécifiquement, il était question d'analyser l'évolution d'une part, de la croissance économique, et, d'autre part, de l'indice de développement humain en RDC au cours de la période sous étude ; d'évaluer l'incidence de la croissance économique sur l'indice de développement humain ; et d'identifier les facteurs explicatifs.

Les hypothèses de départ ont été globalement confirmées à travers les tests statistique et économétrique du résultat.

Cela étant, voici quelques recommandations qui seraient formulées à divers acteurs de la vie économique de la RDC :

- Mettre en place des mesures d'incitation en faveur des investisseurs dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie, favorisant un engouement des opérateurs économiques dans ces secteurs afin de booster la croissance inclusive, durable et la création d'emplois;
- Accroître la capacité des Régies financières à mobiliser les recettes publiques et améliorer l'efficacité et l'efficience des politiques publiques orientées vers la croissance économique inclusive;
- Relancer l'agriculture en prenant la population elle-même comme actrice, car l'agriculture joue un rôle essentiel dans le développement et elle occupe plus de 70% de la population congolaise;
- Manifester une réelle volonté politique de lutter contre la pauvreté sous ses différentes formes et d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD);
- Inventorier toutes les ressources naturelles du pays, identifier les besoins en ressources humaines capables de transformer ces ressources naturelles en richesses et orienter les enseignements vers ces besoins;
- Restaurer un ordre d'éthique en vue d'éradiquer toutes les antivaleurs qui ont envahi la société congolaise toute entière, détruisant jusqu'à la moindre valeur d'humanité;
- Mettre les systèmes éducatifs au service du développement socio-économique du pays en renforçant les capacités du capital humain;
- Mener une lutte acharnée contre les différentes formes de corruption;
- Mobiliser davantage des ressources intérieures au service de la santé et de l'éducation grâce à des réaffectations budgétaires et l'amélioration des dépenses de ces services;
- L'ouverture de la recherche scientifique sur les besoins de développement du pays.

Nous ne prétendons nullement avoir réalisé un travail parfait, ni épuisé tous les points ayant trait à ce thème. Les imperfections qui seraient constatées sont liées au caractère imparfait de la nature humaine et, par conséquent, de son œuvre. D'autres recherches ultérieures pourront approfondir des aspects que nous n'avons pas pu aborder, notamment:

- La croissance économique et l'indice de Gini;
- Essai d'une politique économique favorisant le développement humain.

REFERENCES

- [1] LESTER R. B., *Éco-économie, une autre croissance est possible, écologique et durable*, Ed. Seuil, 2001.
- [2] B. S. TAGBA, "Management des finances publiques de recettes dans la perspective de la future Province de l'Ituri," *Revue de Recherche – Développement*, N°2 : pp 11-43, 2010.
- [3] MUKOKO. S et all., *La résilience d'un géant africain : Accélérer la croissance et promouvoir l'emploi en RDC*, Vol. 1, MEDIASPAUL, Kinshasa, 2012.
- [4] Journal Officiel, *Economie de la République Démocratique du Congo*. <<http://fr.wikipedia.org>> (page consultée le 16 décembre 2016)
- [5] CAPUL J. Y., *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, éd. Dalloz, Paris, 2009.
- [6] DE FRANCE, H. *Précis d'économie agricole pour le développement*, Karthala, Paris, 2001.
- [7] BOURGAULT, J., *Bonne gouvernance : concepts et application*, Conkery Joan, Bruxelles, 1999.
- [8] MANKIW, G.N., *Macroéconomie*, 4^e éd. Paris – Bruxelles : Nouveaux Horizons – De Boeck, 2009.
- [9] K. NZENZA, (2003). "Trois lectures de la performance de l'économie congolaise en 2002,". *Notes de conjoncture*, Nouvelle série, pp. 55-68.